

Conseiller des médiations judiciaires et conventionnelles

RS7427 · RS · Publiée

L'essentiel

Code(s) NSF	120
Formacode(s)	33020, 13254
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'enregistrement	27/11/2025
Date d'échéance	27/11/2030

Certificateur(s)

INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS · SIRET : 78428073700015

Partenaires habilités

1 organisme habilité, d'après la liste publiée par France compétences : 1 à former et organiser l'évaluation.

Organisme	SIRET	Habilitation
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE TERRITORIALE ALSACE EUROMETROPOLE	13002267600 030	Former et organiser l'évaluation

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

La certification a pour objectifs de répondre aux besoins de professionnels, juristes et non juristes confrontés régulièrement à des situations de conflits, d'enrichir leurs compétences, aspirant à conseiller utilement les personnes parmi les Modes Amiables de Règlement des Différends (MARD) existants, le processus de médiation pour gérer le conflit à l'amiable.

Les compétences attestées par cette certification permettent à ces professionnels de présenter et proposer les deux médiations judiciaire et conventionnelle en spécifiant pour chacune, leurs principes, modalités, avantages et inconvénients en tant que mode de solution à leur conflit.

Aussi, par une meilleure compréhension des conflits et crises, elles permettent d'organiser et de créer, à l'occasion d'une ou plusieurs rencontres, un espace de dialogue apaisé pour que toutes les parties concernées puissent exprimer leur divers point de vue et choisir à bon escient (entre la médiation judiciaire ou la médiation conventionnelle), celle la plus adaptée à la situation de crise. Par voie de conséquence les objectifs de cette certification permettent de garantir aux justiciables, aux salariés de tous secteurs socio-économiques et citoyens, une meilleure compréhension de leur situation conflictuelle par un conseil et un accompagnement de qualité.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Proposer à des parties prenantes en situation de malaise, de conflit, de RPS, de rupture ou de séparation de les résoudre par la médiation judiciaire ou conventionnelle comme modes amiables de règlement des différends (MARD), en respectant le RGPD et en prenant en compte si nécessaire les situations de handicap d'une ou des parties pour les guider de manière pertinente vers la médiation

Présenter les règles éthiques et la déontologie applicables pour mener un processus de médiation en respectant le cadre légal et en particulier celui de la confidentialité pour créer un espace de dialogue favorable à la médiation.

Analyser la situation de crise, son cadre d'évolution et d'escalade, en tenant compte des représentations, des positions et des enjeux respectifs de chacune des parties afin d'identifier les risques en présence, les intérêts en jeu et les résistances aux changements

Faciliter les échanges et l'expression des divers points de vue entre les parties prenantes en choisissant les

méthodes et outils de communication adaptés (y compris numériques), le cas échéant en prenant en compte les situations de handicap du ou des parties, afin que chaque partie puisse en toute connaissance de cause s'engager vers une médiation judiciaire ou conventionnelle.

Voies d'accès

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

Niveau 4 ou équivalent

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE

Deux représentants du champ professionnel de la médiation exerçant soit en tant que salarié soit en tant que profession libérale

Le directeur de l'organisme certificateur

Base légale

Date de décision	27/11/2025
Durée de l'enregistrement	5 ans
Date d'échéance de l'enregistrement	27/11/2030
Date de dernière délivrance possible	26/05/2031

Statistiques

Année	Certifiés	Dont VAE	Insertion 6 mois	Métier 2 ans
2025	273	—	—	—
2024	211	—	—	—

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RS6354

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rs/7427/>

Où se former

Formations référencées	5
Organismes	2
Régions couvertes	3
Prix indicatif	1 976 € – 4 990 €
Durée	63 h

Offre de formation — MonCompteFormation (Caisse des Dépôts), licence ouverte.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	16
----------------------	----

Montant total engagé	31 616 €
Coût moyen par dossier	1 976 €
Durée moyenne	40 h
Période	07/2026 – 08/2026
France compétences	71 %
Reste à charge titulaire	20 %
Entreprise	6 %
France Travail	2 %
OPCO	2 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.